



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Arrêté préfectoral n° 2025 - 865 du 20 mai 2025
abrogeant l'arrêté préfectoral 2023 – 3027 du 8 décembre 2023 mettant en demeure la coopérative
agricole VIVESCIA à GONDRECOURT-LE-CHATEAU de respecter les dispositions fixées par l'arrêté
préfectoral complémentaire n° 2021-1189 du 11 juin 2021 autorisant l'exploitation d'une unité
d'ensachage et d'un bâtiment de stockage d'engrais**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-1994 du 19 mai 1989 modifié, autorisant la coopérative agricole VIVESCIA à exploiter une installation de stockage de céréales (silos) sur le territoire de la commune de GONDRECOURT-LE-CHATEAU ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-1189 du 11 juin 2021 autorisant l'exploitation d'une unité d'ensachage et d'un bâtiment de stockage d'engrais ;

VU la visite de contrôle, effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est le 31 octobre 2023, des installations exploitées par la coopérative agricole VIVESCIA, rue du Docteur Hérique à GONDRECOURT-LE-CHATEAU (55130) ;

VU le rapport d'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est référencé DT/451-2023 en date du 15 novembre 2023, établi à la suite de la visite de contrôle précitée et dont copie a été transmise à la coopérative agricole VIVESCIA, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-3027 du 8 décembre 2023 mettant en demeure la société VIVESCIA de respecter les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-1189 du 11 juin 2021 sus-visé ;

Vu la visite de contrôle de l'entreprise susvisée, effectuée le 31 mars 2025, par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

.../...

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé DT/192-2025 en date du 24 avril 2025, constatant le respect des dispositions réglementaires pour lesquelles l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n° 2023-3027 du 8 décembre 2023 sus-visé ;

Considérant, par conséquent, que les mesures édictées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-3027 du 8 décembre 2023 sus-visé peuvent être levées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n° 2023-3027 du 8 décembre 2023, mettant en demeure la coopérative agricole VIVESCIA, pour les installations qu'elle exploite rue du Docteur Hérique à GONDRECOURT-LE-CHATEAU (55130), de respecter les dispositions fixées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-1189 du 11 juin 2021, en stockant l'intégralité des engrais ensachés dans le bâtiment dédié à cet effet, et en respectant notamment le tonnage maximum de 240 tonnes présenté dans le dossier 2020 / 2021 ayant donné lieu à la notification dudit arrêté préfectoral complémentaire, **est abrogé.**

Article 2 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée, pour information, à la mairie de GONDRECOURT-LE-CHATEAU.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Meuse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- et/ ou recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Arche de la Défense, Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cédex.

En outre, en application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le Tribunal administratif de Nancy, peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 place de la Carrière, CO n°20038, 54036 NANCY Cédex, ou par l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de GONDRECOURT-LE-CHATEAU et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL Grand-Est (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- à titre de notification, à la coopérative agricole VIVESCIA – 2, rue Clément Ader – BP 1017 – 51100 REIMS

- à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
- Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- Mme la Directrice de Cabinet – Bureau de défense et de protection civiles.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

